
Le 25-02-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Le CETA (Traité entre le Canada et l'Union européenne) ne doit pas être ratifié par les Etats membres de l'Union européenne !

Mobilisons-nous pour obliger nos parlementaires à voter non au CETA



Il suffit en effet qu'un Etat membre de l'Union européenne vote contre pour rendre caduc ce traité extrêmement néfaste pour nos agricultures et nos élevages, pour la santé de nos populations, pour nos emplois, pour l'environnement en termes de production de gaz à effet de serre, pour la démocratie.

L'agriculture en danger

Avec l'augmentation du quota canadien de viande bovine, l'impact du CETA serait suffisant pour précipiter encore davantage la filière viande bovine dans une très grave crise. Des dizaines de milliers d'emplois seront supprimés dans la filière (éleveurs, abattages etc.). Bien évidemment, les conséquences seront identiques sur

la filière porcine.

Aggravation des risques sur la santé des citoyens

Les produits en provenance du Canada ne sont pas soumis aux mêmes règles sanitaires que les produits de certains pays européens. Leur consommation présente de réels dangers pour la santé de chacun.

Conséquences sur l'emploi

D'une manière générale, l'ouverture des frontières se traduit par une hausse du chômage des actifs des secteurs en concurrence, ce qui les oblige à accepter des salaires plus bas ou des conditions de travail dégradées.

Le CETA dégrade le climat et accroît les émissions de gaz à effet de serre

En France, une commission d'experts (voulue et mise en place par Emmanuel Macron) vient de reconnaître que "Le grand absent de l'accord est le climat", et affirme que l'impact du CETA sur le climat, en matière d'émissions de gaz à effet de serre sera négatif. Le pétrole issu des sables bitumineux est l'un des plus sales au monde. Le processus d'extraction est complexe et des plus polluant. Du méthane, dont l'effet de serre est au moins 20 fois plus puissant que le CO2 et de l'anhydride sulfureux, responsable de l'acidification des lacs et des forêts, sont dégagés dans l'air pendant le processus. Résultat : l'extraction d'un baril de pétrole des sables bitumineux en Alberta génère au moins trois fois plus de gaz à effet de serre que la production de pétrole «classique».

Le CETA méprise la démocratie

Le processus démocratique est menacé par deux nouveaux mécanismes institués par le CETA. D'une part, avec les tribunaux d'arbitrage qui sont une privatisation de la justice remettant en cause la capacité des Etats à légiférer, donc de la démocratie (et de les condamner à verser des indemnités colossales aux multinationales). D'autre part, les différents processus d'harmonisation des normes qui permettront aux administrations canadiennes et européennes en charge du commerce d'influencer les normes sanitaires, industrielles et environnementales bien en amont du processus législatif. De tels outils seront également à la disposition des intérêts des grandes entreprises qui s'en serviront pour influencer les élus aux niveaux local, national et européen.

Oui, nous devons tout faire pour que les parlementaires et les gouvernements ne ratifient pas ce traité.

Nous appelons les parlementaires à voter NON massivement !

[Contact Coordination](#)

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire